



DOSSIERS DE POLITIQUE COMMERCIALE

APPUI DE LA FAO AUX NÉGOCIATIONS DE L'OMC À L'OCCASION DE LA DOUZIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

COMMERCE ET SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DURABLES: VOIES D'INTERACTION

- le commerce peut contribuer à la réalisation des trois dimensions de la durabilité (économique, sociale et environnementale) dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires. Toutefois, comme toute activité économique, il comporte également des risques et des externalités négatives qui sont susceptibles de compromettre l'atteinte des objectifs en matière de durabilité;
- il est essentiel que les politiques commerciales s'accompagnent de mesures complémentaires axées sur certains aspects spécifiques de la durabilité afin de réaliser plusieurs objectifs;
- les systèmes de certification volontaire de la durabilité acquièrent de l'importance sur les marchés mondiaux, et l'on observe une demande croissante de produits certifiés durables. Bien qu'ayant la capacité d'ajouter aux avantages économiques apportés par le commerce des résultats sociaux et environnementaux positifs, le taux de participation à ces systèmes est faible, les exigences peuvent s'avérer rigoureuses et les coûts de mise en conformité sont élevés.

Auteur: Cosimo Avesani

Le commerce et les trois dimensions de la durabilité

Les Nations Unies définissent la durabilité comme «la satisfaction des besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins» (ONU, 1987). La définition de la FAO des systèmes agroalimentaires durables fait référence à des systèmes agroalimentaires qui garantissent la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous sans compromettre les bases économiques, sociales et environnementales nécessaires à la sécurité alimentaire et à la nutrition des générations futures (FAO, 2018a). Le commerce est susceptible d'influer sur les trois dimensions de la durabilité. Il met en relation les systèmes agroalimentaires des différents pays, et a un rôle essentiel à jouer pour assurer aux consommateurs du monde entier l'accès à une alimentation suffisante, saine, diversifiée et nutritive. Il peut favoriser la hausse des revenus et contribuer à la création d'emplois pour les agriculteurs, les ouvriers et les négociants du secteur agricole et de l'industrie alimentaire. Le commerce peut jouer un rôle dans l'adaptation aux effets du changement climatique et dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) causées par l'agriculture (Zimmermann et Rapsomanikis, 2021). Toutefois, le commerce s'accompagne de risques et d'externalités négatives qui peuvent compromettre la réalisation des objectifs en matière de durabilité.

Commerce et durabilité économique. Depuis 1995, le commerce international de produits alimentaires et agricoles a plus que doublé en termes réels et une participation accrue des pays en développement a été observée sur les marchés internationaux à différents stades des chaînes de valeur mondiales. D'après les estimations, un tiers de la totalité des exportations agroalimentaires a été échangé au sein de chaînes de valeur englobant au moins trois pays (FAO, 2020). L'expansion des échanges a contribué grandement à favoriser le transfert de connaissances et de technologie, ce qui a permis une augmentation de la productivité, un renforcement de la compétitivité, une accélération de la croissance économique et le recul de la pauvreté. Néanmoins, l'essor du commerce est également susceptible d'entraîner des effets négatifs. À titre d'exemple, il pourrait provoquer l'accroissement des inégalités, à la fois entre les pays et au sein de ceux-ci. Cela pourrait être le cas de certains pays importateurs nets de denrées

alimentaires, dans les secteurs avec une concurrence entre les producteurs et les importateurs. Les premiers, caractérisés par une faible efficacité et des contraintes de productivité - accès limité aux actifs, aux facteurs de production et aux marchés du crédit - pourraient ne pas être en mesure d'être compétitifs sur les marchés et donc être affectés négativement. Cela pourrait être notamment le cas des producteurs dont l'accès aux actifs, aux intrants et aux marchés du crédit est limité (Zimmermann et Rapsomanikis, 2021).

Commerce et durabilité sociale. Grâce à ses répercussions sur la croissance économique et la productivité, le commerce peut être un mécanisme au service des résultats à atteindre en matière de durabilité sociale. En outre, il peut contribuer au versement de salaires adéquats et favoriser une croissance inclusive, améliorant ainsi le bien-être des enfants et l'égalité hommes-femmes. En renforçant la participation aux chaînes de valeur mondiales qui visent l'amélioration de l'équité sociale, le commerce peut améliorer la qualité du travail, à savoir le respect de normes du travail et les mesures de sécurité et santé au travail. Néanmoins, en l'absence de réglementations adéquates, le commerce peut avoir des répercussions négatives sur la société et mener à des violations des normes fondamentales du travail, telles que le travail des enfants, le travail forcé et la discrimination fondée sur le sexe.

Commerce et durabilité environnementale. Sachant que l'avantage comparatif façonne les échanges internationaux, le commerce devrait permettre une allocation optimale et efficace des ressources dans le monde, et aider ainsi les pays à remédier aux perturbations de la production liées à des chocs à court terme, tels que les risques naturels, les pestes et maladies, et les phénomènes météorologiques extrêmes. Le commerce agroalimentaire pourrait par ailleurs élargir les marchés des produits issus de pratiques plus durables, et favoriser ainsi une meilleure gestion des ressources naturelles tout en contribuant aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique (Zimmermann et Rapsomanikis, 2021). Cela étant, à mesure que la production augmente pour répondre à la hausse de la demande mondiale des importations, les émissions de GES risquent de croître, ce qui pourrait

accentuer davantage le phénomène de la déforestation et entraîner un appauvrissement de la biodiversité. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit d'importations qui proviennent de systèmes agroalimentaires non durables (FAO, 2018b).

Commerce et mesures complémentaires pour des résultats en matière de durabilité

Les politiques commerciales pourraient bien ne pas être le meilleur ni le plus efficace instrument pour réaliser des objectifs multiples. En effet, les modifications apportées aux politiques commerciales doivent s'accompagner de mesures complémentaires axées sur certains aspects spécifiques de la durabilité. De telles mesures devraient par exemple veiller à ce que les producteurs et les travailleurs du système alimentaire lésés par la concurrence commerciale puissent être indemnisés grâce au système de protection sociale. De même, les politiques visant à renforcer les savoir-faire des agriculteurs et des travailleurs des pays en développement devraient garantir que les acteurs opérant à petite échelle soient en mesure de répondre aux exigences des marchés internationaux et de participer aux chaînes de valeur mondiales. D'autre part, il est nécessaire que les stratégies visant à soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique soient complétées par des politiques commerciales qui garantissent la conformité des échanges avec l'efficacité économique et la baisse des émissions par unité de produit aux fins de réduire au minimum les émissions de carbone.

Promouvoir la durabilité par le biais de systèmes de certification

Les certifications de normes volontaires de durabilité définissent, sur la base d'indicateurs de durabilité, les exigences relatives à un produit ou à un processus auxquelles les producteurs, négociants et/ou détaillants doivent se soumettre. Celles-ci peuvent se rapporter aux dimensions économique, environnementale et/ou sociale de la durabilité, et englober notamment les normes relatives aux droits humains, l'optimisation de l'utilisation des terres, la santé et la sécurité des travailleurs, le paiement d'un prix équitable aux agriculteurs en échange de leur production, ou encore des pratiques agricoles capables d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de réduire les impacts environnementaux négatifs de la production. De tels systèmes acquièrent de l'importance au niveau des marchés et des échanges commerciaux et peuvent faciliter l'accès aux marchés et élargir les possibilités d'exportation. Toutefois, les petits exploitants, les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que les travailleurs du système alimentaire, peuvent avoir des difficultés à répondre aux exigences rigoureuses de ces systèmes et à assumer les coûts élevés de mise en conformité qui y sont liés (FAO, 2017). À eux-seuls, de tels systèmes sont insuffisants pour remettre en cause les structures de marché les plus courantes, s'attaquer aux inégalités et garantir la durabilité des systèmes alimentaires à grande échelle (Meemken *et al.*, 2021). Parmi les mesures et les actions des pouvoirs publics susceptibles de tirer pleinement parti des avantages liés aux systèmes de certification volontaire de la durabilité, citons: des dialogues multipartites bien informés aux niveaux national et/ou régional afin de sensibiliser au rôle de ces systèmes dans la réalisation de la durabilité; l'harmonisation et/ou la reconnaissance réciproque au niveau mondial, ce qui est fondamental pour abaisser les coûts de mise en conformité (c'est-à-dire réduire la création de duplicata dans les processus de production, les opérations de conditionnement et de certification etc.); et le renforcement des capacités et des compétences des producteurs, des PME, des négociants et des détaillants, notamment celles des plus vulnérables qui opèrent à petite échelle. (FAO, 2020).

Actions à mener en vue de relever les principaux défis:

- ▶ veiller à ce que la libéralisation des échanges s'accompagne de mesures de protection sociale complémentaires et appropriées en faveur des acteurs lésés par la concurrence des importations;
- ▶ renforcer les réglementations environnementales afin de réduire au minimum les externalités, telles que la déforestation, la dégradation des sols et la perte de biodiversité dues à l'accroissement de la production et des transports en réponse à l'intensification des échanges commerciaux;
- ▶ encourager l'harmonisation des normes de durabilité et de certification volontaire entre les pays pour faciliter leur application et diminuer le coût des transactions;
- ▶ stimuler les investissements publics dans les infrastructures, la recherche et le développement, et les services de vulgarisation dans le but de réduire les obstacles structurels qui entravent la productivité et l'accès aux marchés;
- ▶ élaborer et mettre en place des politiques foncières et du travail axées sur une plus grande égalité, en accordant une attention particulière aux questions de genre;
- ▶ accentuer le rôle du commerce dans les efforts d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique.

Bibliographie

- FAO. 2017. *Voluntary sustainability standards in agriculture, fisheries and forestry trade*. Dossier sur les politiques commerciales No.30. Rome. 2 pp. <http://www.fao.org/3/ca9941en/CA9941EN.pdf>
- FAO. 2018a. *Sustainable food systems. Concept and framework*. Rome. 8 pp. <http://www.fao.org/3/ca9941en/CA9941EN.pdf>
- FAO. 2018b. *La situation des marchés des produits agricoles 2018 Commerce agricole, changement climatique et sécurité alimentaire*. Rome. 119 pp. <http://www.fao.org/3/ca9941en/CA9941EN.pdf>
- FAO. 2020. *La situation des marchés des produits agricoles 2020. Marchés agricoles et développement durable: chaînes de valeur mondiales, petits exploitants et innovations numériques*. Rome. 180 pp. <http://www.fao.org/3/ca9941en/CA9941EN.pdf>
- Meemken, E.-M., Barrett, C.B., Michelson, H.C., Qaim, M., Reardon, T. et Sellare, J. 2021. Sustainability standards in global agrifood supply chains. *Nature Food* 2021. <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00360-3>
- Nations Unies. 1987. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement: Notre avenir à tous. Annexe au document A/42/247 New York. <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm>
- Zimmermann, A. et Rapsomanikis, G. 2021. *Trade and sustainable food systems*. Food Systems Summit Brief. UN Food Systems Summit 2021. Rome. https://sc-fss2021.org/wp-content/uploads/2021/06/FSS_Brief_Trade_and_sustainable_food_systems.pdf